CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT
DE LOCAUX ET MOYENS MATERIELS

ENTRE

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole du 22 février 2024, dont le siège est situé : 58, boulevard Charles Livon 13007 Marseille

Ci-après dénommée « la Métropole »,

ET

L'association Départementale 13 Les Restos du Cœur, représentée par son Responsable Départemental en exercice, Monsieur Alain EVEZARD, régulièrement habilité à signer la présente convention, dont le siège est situé : Z.I La Delorme, 30 Avenue de Boisbaudran, 13015 Marseille

Ci-après dénommée l'« association »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'insertion.

ARTICLE 1 : OBJET

Cette convention vise à détailler les conditions liées à la mise à disposition d'une partie du local de la Maison du Projet de la Savine qui sera utilisée dans le cadre des missions d'accompagnement social menées par l'association Départementale 13 Les Restos du Cœur au titre de son activité d'Atelier et Chantier d'Insertion. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

L'association a exprimé le besoin de disposer ponctuellement à proximité de l'exploitation des jardins d'insertion maraîcher installés sur le plateau de la Savine, d'une salle adaptée aux actions collectives menées par la structure dans le cadre de l'accompagnement sociale des salariés en insertion employés par les Restos du Cœur.

L'association départementale 13 Les Restos du Cœur dispose d'un local associatif propriété du bailleur social Logirem permettant l'accueil de ses salariés et d'assurer les missions administratives et logistiques nécessaires aux activités d'insertion professionnelle dévolues à la gestion des jardins d'insertion maraîcher.

La Métropole s'engage à soutenir matériellement la réalisation des actions de l'association qui concourent à la satisfaction des objectifs d'intérêt général qu'il poursuit dans le cadre de ses compétences en matière d'insertion. Ce soutien se matérialise par la mise à disposition d'un jeu de clés nécessaire à l'accessibilité à la Maison du Projet et à l'occupation de la salle adaptée aux actions collectives d'accompagnement social.

La Maison du Projet de la Savine est un espace d'expression du projet de rénovation urbaine dont l'un de ses objets est d'accueillir des initiatives, activités et manifestations en lien avec le projet. Dans ce cadre, l'association Départementale 13 Les Restos du Cœur porte une démarche d'insertion professionnelle à travers des activités d'agriculture urbaine au titre du projet de gestion transitoire du plateau de la Savine depuis 2020. Au regard des résultats positifs obtenus, la pérennisation des activités de l'association est devenue un éléments socle du projet de renaturation du plateau de la Savine.

La Maison du Projet a été réalisée par le bailleur social Logirem dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Savine. Celle-ci a été donnée en location à

Marseille Rénovation Urbaine qui a animé le lieu de 2015 à 2019 puis à la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis 2020.

Le bailleur social Logirem, propriétaire des locaux, a donné son accord de principe pour que le Service Renouvellement Urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à une mise à disposition ponctuelle des locaux à l'association Départementale.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition, à titre gratuit, de locaux et de matériels suivants auprès de l'association.

Désignation des locaux et du matériel selon l'annexe 1.

ARTICLE 2 : UTILISATION DE LOCAUX ET DE MATERIELS A TITRE GRATUIT

L'association bénéficie de l'utilisation de locaux et de matériels dans les conditions ci-après définies et dont la liste est annexée à la présente convention (annexe I).

2-1) Utilisation de locaux et de matériels

La Métropole permet à l'association d'utiliser gratuitement des locaux et des matériels (tables et chaises). L'association utilisera les locaux et les matériels dans le cadre de son objet associatif et exclusivement en vue de réaliser les activités désignées dans l'article 1 de la convention.

Les locaux et les matériels ne pourront être utilisés que conformément à leur destination.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

L'association prendra les locaux en leur état actuel, déclarant avoir entière connaissance des avantages et défauts de la Maison du Projet de la Savine.

2-2) Entretien

L'association s'engage à prendre soin des biens de la Métropole qu'elle utilise à titre gratuit. Toute détérioration des locaux et des matériels provenant d'une négligence de la part de l'association ou d'un défaut d'entretien, devra faire l'objet d'une remise en état à ses frais.

L'association ne supportera pas les grosses réparations telles que définies par l'article 606 du Code civil, celles-ci restant à la charge de la Métropole « les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières, celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres opérations sont d'entretien ».

La Métropole prend en charge le nettoyage des locaux.

2-3) Transformation et embellissement des locaux

Aucune transformation ni embellissement des locaux n'est autorisé. Aucuns travaux ne devront être effectués par l'association.

2-4) Frais, charges, impôts et taxes

Les frais d'eau, d'électricité, de chauffage seront supportés par la Métropole. L'association dispose de son propre local sur site pour réaliser ses actions bureaucratiques, administratives et logistiques. La mise à disposition ne nécessite pas l'utilisation de téléphone, fax, internet et photocopieur.

Les impôts et taxes de toutes natures relatifs aux locaux mis à disposition seront supportés par la Métropole.

Les activités exercées par l'association ne vont pas générer d'impôts et taxes particulières.

2-5) Sécurité et surveillance

L'association s'engage à assurer la surveillance des locaux et des matériels pendant leur utilisation ainsi que celle des voies d'accès, à contrôler les entrées et les sorties de ses salariés aux activités considérées, à faire respecter les règles de sécurité.

2-6) Restitution

A l'expiration de la présente convention, en cas de dissolution de l'association ou en cas de mise en œuvre de l'article 6, l'association devra restituer les locaux et l'intégralité des biens (y compris les clés mises à disposition à titre gratuit pour l'exercice de ses activités), le tout en bon état d'entretien.

2-7) Responsabilité – Recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la Métropole et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'association répondra des dégradations causées aux locaux et aux matériels mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle-même que par ses membres, préposés, et toute personne effectuant des travaux pour son compte.

ARTICLE 3 : ASSURANCES

La Métropole déclare avoir souscrit les polices d'assurances nécessaires à la couverture des biens mobiliers et immobiliers lui appartenant, et qui seront utilisés par l'association.

L'association est une structure d'insertion par l'activité économique employant des salariés soumis au droit du travail. La couverture assurantielle dévolue aux activités

est celle du droit du travail. Les utilisateurs de la Maison du Projet de la Savine sont uniquement des salariés des Restos du cœur. Ils disposent tous d'un contrat de travail.

L'association s'engage à réparer ou remplacer à l'identique les biens qu'elle aurait pu endommager au cours de cette mise à disposition.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est conclue au titre de l'exercice 2024 pour la durée de la mise à disposition, soit de sa notification jusqu'au 31 décembre 2024. Elle sera reconduite par tacite reconduction sans toutefois pouvoir dépasser une durée de 3 ans.

ARTICLE 5 : VALORISATION DU MATERIEL ET DES MOYENS LOGISTIQUES MIS A DISPOSITION

Pour 2024, la valorisation en euros des locaux et du matériel mis à disposition listés à l'article 1 sera estimée en fin d'exercice et transmise à l'association pour quelle puisse la reporter dans sa comptabilité.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

ARTICLE 7 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 8 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être

considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 9 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Etablie en deux exemplaires,

Pour l'association

Pour la Métropole

Le Responsable Départemental
Alain EVEZARD

La Présidente
Martine VASSAL

ANNEXE I

Liste des locaux utilisés, à titre gratuit, par l'association :

A Marseille : Maison du Projet de La Savine - 99 Boulevard de la Savine –15^{ème} arrondissement - Surface totale de l'équipement : 70 m².

Sur l'ensemble de l'équipement de la Maison du Projet de La Savine, l'association utilisera uniquement les locaux décrits ci-dessous :

- ⇒ Salle d'expositions et de réunion à usages multiples d'une superficie de 42,5 m² (salle de réunion, accueil, espace exposition).
- ⇒ Cuisine où l'animation des actions collectives d'accompagnement social pourront justifier l'organisation de temps conviviaux et d'un point d'eau d'une superficie de 7,09 m².
- ⇒ Sanitaires où l'accueil du public impose l'installation de sanitaires d'une surface de 7,09 m².
- ⇒ Parvis et signal de rencontre à l'entrée de la Maison du Projet permettant de prolonger les activités d'accompagnement social en extérieur faisant partie du foncier Logirem dévolu à la circulation et l'animation du hameau associatif du quartier « Les Cubes ».